

Licenciements collectifs entre janvier 2013 et décembre 2013

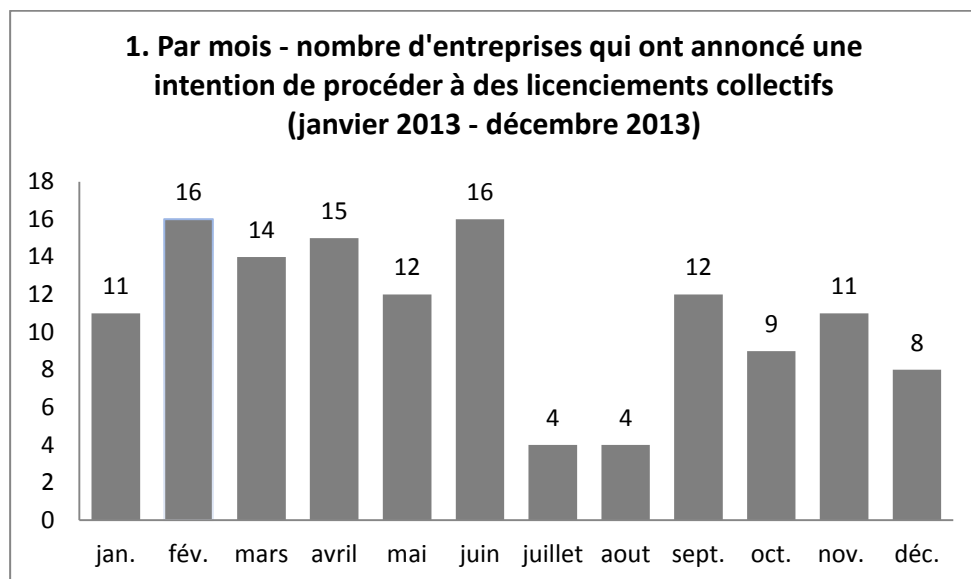
Terminologie

Dans le cadre de la présente analyse, il faut entendre par :

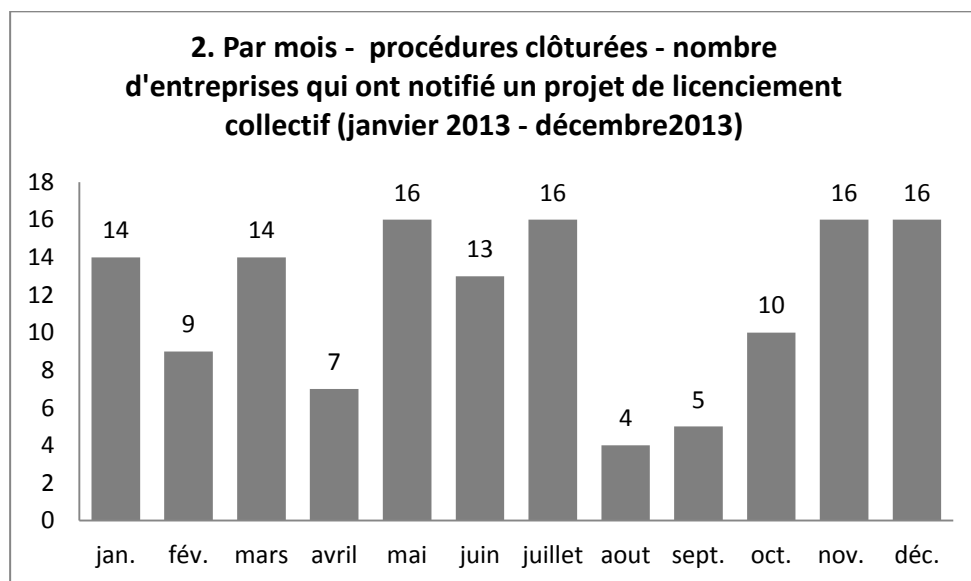
« Annonce d'un licenciement collectif » : l'annonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif au sens de l'article 6 de l'arrêté royal du 24 mai 1976 sur les licenciements collectifs. C'est à partir de cette annonce que débute la procédure d'information et de consultation.

« Notification d'un licenciement collectif » : la notification du projet de licenciement collectif au sens de l'article 7 de l'arrêté royal du 24 mai 1976 sur les licenciements collectifs. Cette notification clôture la procédure d'information et de consultation.

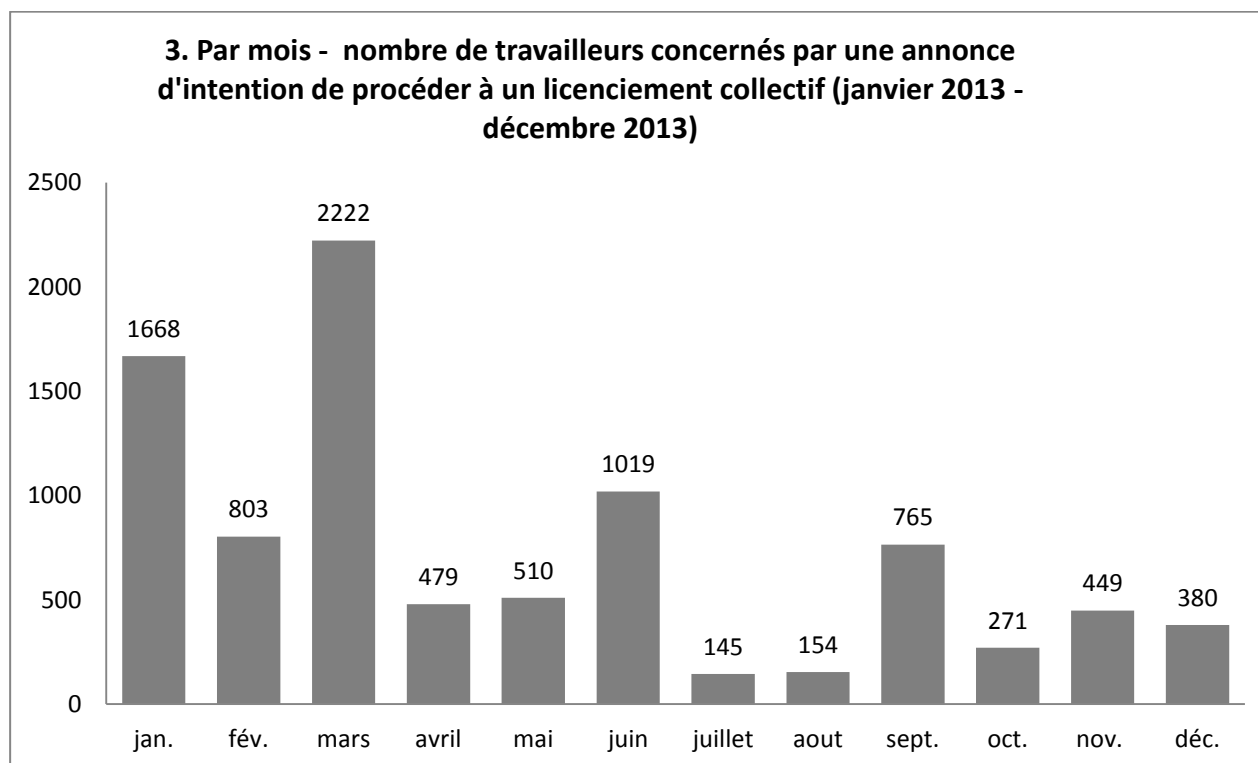
Entre janvier et décembre 2013, 132 unités techniques d'exploitation ont débuté une procédure d'information et de consultation.



Entre janvier et décembre 2013, 140 unités techniques d'exploitation ont clôturé leur procédure d'information et de consultation.



Entre janvier 2013 et décembre 2013, 132 unités techniques d'exploitation ont annoncé une intention de procéder à un licenciement collectif ; cela a concerné 8865 travailleurs.



Durant la période allant de janvier 2013 à décembre 2013, quelques grandes restructurations ont eu lieu. Une première concerne l'entreprise Arcelor Mittal Belgium SA, active dans le secteur de la transformation du métal, où en janvier 2013, 1300 travailleurs ont fait l'objet d'une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif. Une deuxième restructuration concerne l'entreprise Caterpillar Belgium SA, active dans le secteur de l'acier et où en mars 2013 1300 travailleurs ont fait l'objet d'une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif. En juin 2013 nous observons une augmentation des annonces d'intention de procéder à un licenciement collectif dans la province du Limbourg, région de Genk. Probablement une conséquence de la seconde vague des licenciements collectifs consécutifs à la fermeture de Ford Genk. En juillet et août il y a eu comme à l'accoutumée moins d'annonces. En septembre il y a eu quelques licenciements collectifs qui ont eu un certain retentissement dans les médias comme celui de Tenneco Automotive Europe, Danone, Media Markt Saturn et TNT Express. Durant le dernier trimestre il y a eu 28 licenciements collectifs qui ont été annoncés dont deux assez importants ; LSG Chefs International (catering aéroport Zaventem) et Mediahuis (Corelio-journaux).

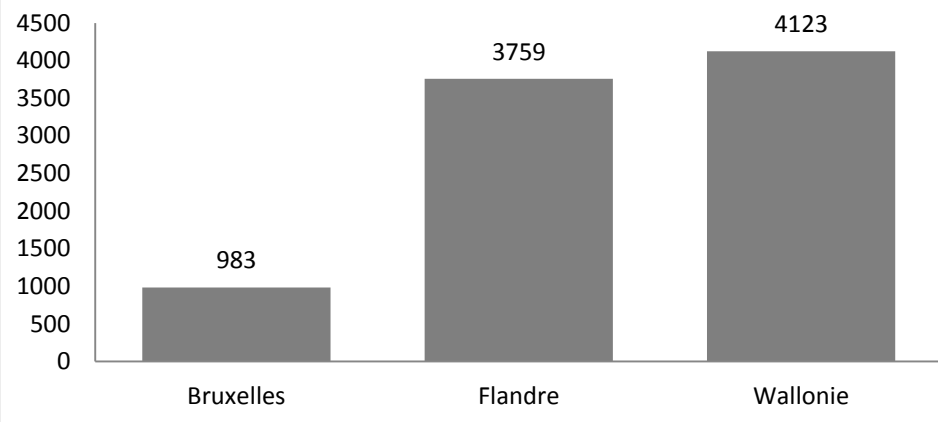
Sur les 8865 travailleurs concernés par une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif entre janvier et septembre 2013, 983 étaient occupés à Bruxelles, 3759 en Flandre et 4123 en Wallonie.

Le tableau n° 5 indique le pourcentage, par région, du nombre de travailleurs concernés par une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif entre janvier et décembre 2013.

Du tableau n° 6, il apparaît que durant la période allant de janvier 2013 à décembre 2013 en ce qui concerne le nombre de travailleurs concernés par une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif, Anvers, le Brabant flamand et le Limbourg sont les provinces les plus affectées en Flandre. En Wallonie, la province du Hainaut et celle de Liège sont les plus affectées.

Les tableaux n° 4 à 6 ne tiennent toutefois pas compte du lieu d'occupation effective des travailleurs concernés, mais du lieu où est située l'unité technique d'exploitation dont dépendent ces travailleurs. Ce lieu ne correspond pas nécessairement à celui de l'occupation effective.

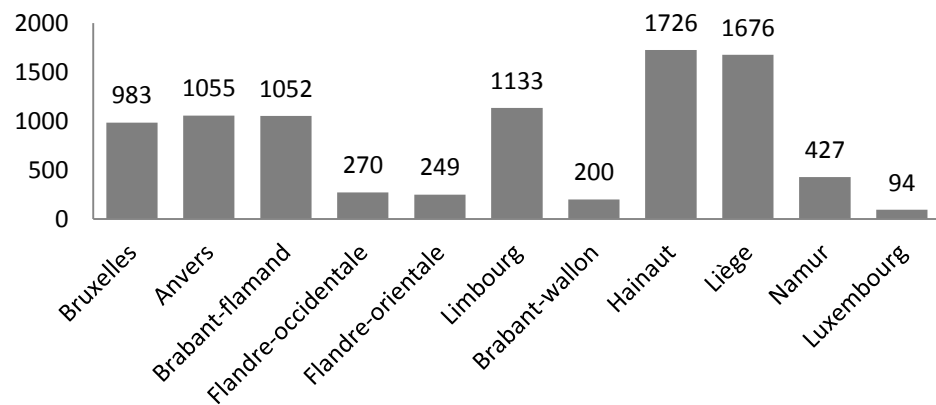
4. Par région - nombre de travailleurs concernés par une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif (janvier 2013 - décembre 2013)



5. Pourcentage par région du nombre de travailleurs concernés par une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif

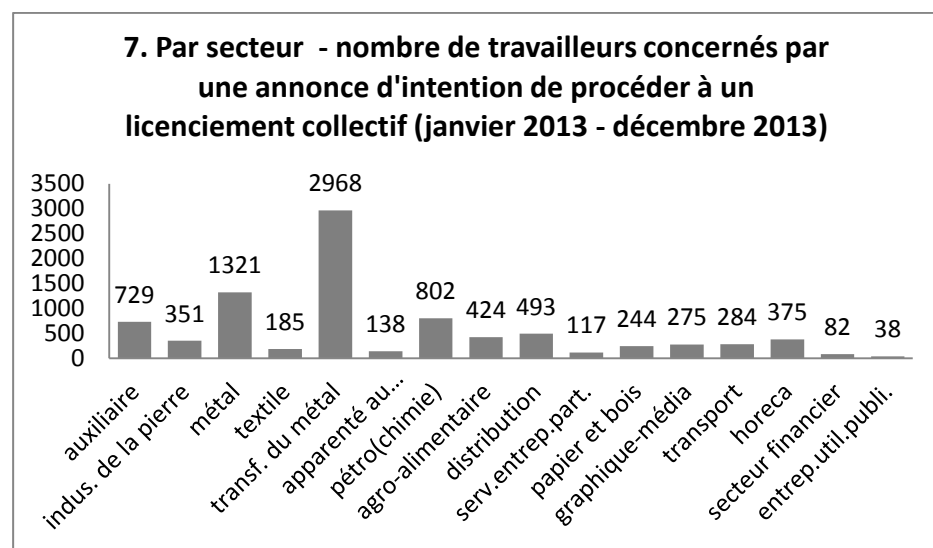
	Janvier 2013 à décembre 2013 (en %)
BRUXELLES	11,09%
FLANDRE	42,40%
WALLONIE	46,51%

6. Par région - nombre de travailleurs concernés par une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif (januari 2013 - décembre 2013)



Le tableau suivant indique, par secteur¹, le nombre de travailleurs concernés par une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif entre janvier et décembre 2013. Certains secteurs ne sont pas repris dans ce tableau, soit parce qu'aucun licenciement collectif n'y a été annoncé, soit parce que le nombre de travailleurs concernés par une annonce de licenciement collectif est inférieur à 25.

Du tableau 7, il ressort que durant la période allant de janvier 2013 à décembre 2013, en ce qui concerne le nombre de travailleurs concernés par une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif, les secteurs du métal et de la transformation du métal sont les plus affectés. Si l'on compare avec le semestre passé (de janvier à juin 2013), le secteur de la transformation du métal est concerné par un cinquième du nombre des nouvelles annonces de licenciements. On décèle aussi de fortes augmentations dans les secteurs du papier et bois, des média (graphique), du transport et de l'Horeca. Ceux-ci peuvent être attribués à quelques licenciements qui ont connu une relative médiatisation (voir supra).

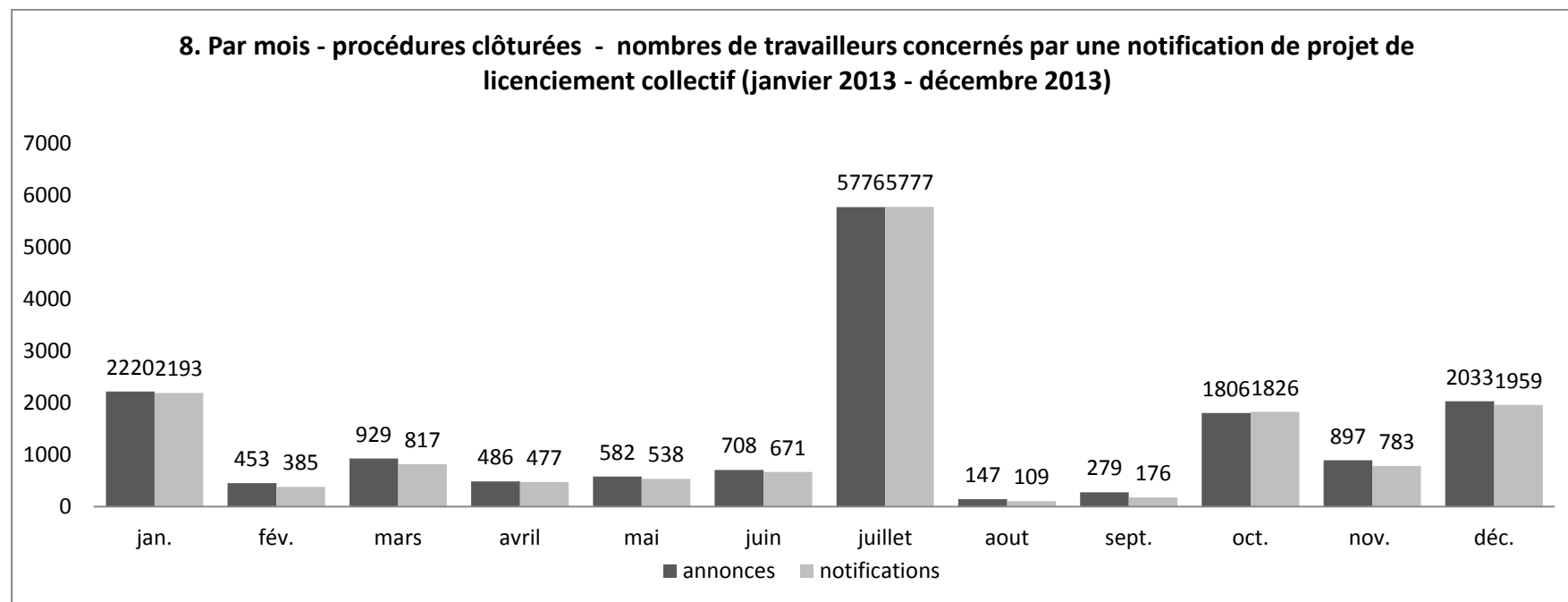


¹ La subdivision par secteur utilisée est celle qui a été adoptée par les partenaires sociaux dans le cadre de la publication des résultats des élections sociales 2008. Auxiliaires : 218, 100, 200; Industrie de la pierre: 101, 205, 106, 113, 114, 115, 150, 324, 102, 203, 204, 124; Métal : 104, 210, 105, 224; Textile : 107, 109, 215, 110,120, 214, 128, 148; Transformation du métal : 111, 209; Apparenté au métal : 112, 147, 149; (Pétro) chimie : 116, 207, 117, 211, 127; Agroalimentaire : 118, 220, 132,133, 143, 144, 145, 146; Distribution : 119, 202, 201, 311, 312, 313, 314, 321; Services aux entreprises et aux particuliers : 121, 219, 317, 322, 336, 216; Papier et bois : 125, 126, 129, 221, 136, 222, 142; Média (graphique) : 130, 227; Transport : 139, 140, 226, 301, 315, 316; Enseignement : 152, 225, 501; Horeca (et temps libre) : 217, 223, 302, 303, 304, 333; Services de santé : 330, 331, 332; Secteur financier : 306, 307, 308, 309, 310, 325; Médico-pédagogique et maisons de soins : 318, 319, 327; Entreprises d'utilité publique : 326, 328, 334; Organismes sociaux : 329, 337, 335, 339.

Annnonce de l'intention de procéder à un licenciement collectif vs notification du projet de licenciement collectif.

Alors que les chiffres des tableaux précédents étaient basés sur les procédures d'informations et consultations entamée durant la période allant de janvier 2013 à décembre 2013, les chiffres des tableaux suivants se basent, eux, sur les informations et consultations clôturées durant la période entre janvier 2013 à décembre 2013.

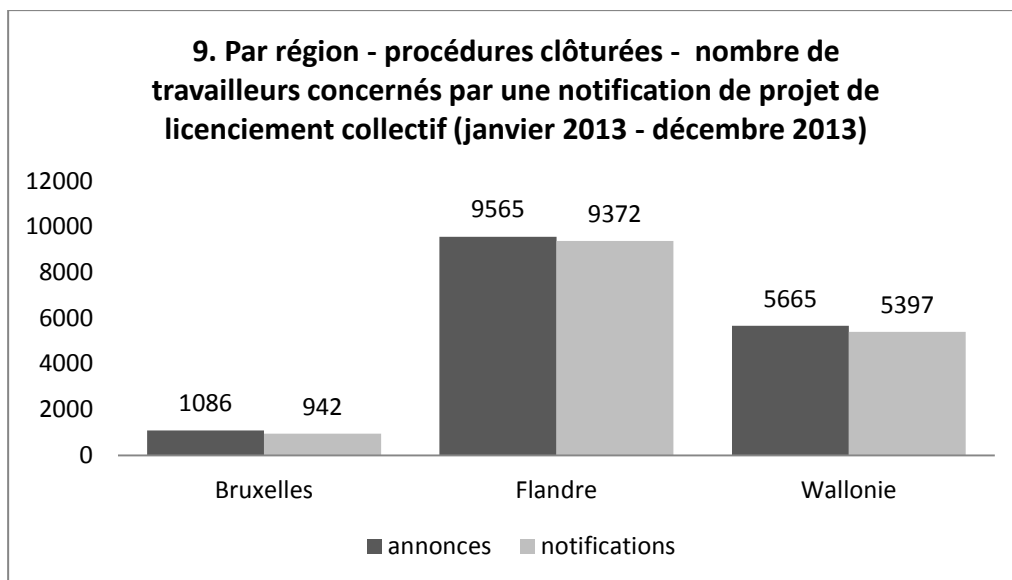
Sur les 16316 travailleurs initialement concernés par une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif dans les 140 unités techniques d'exploitation qui ont clôturé leur procédure d'information et de consultation entre janvier et décembre 2013, 15711 travailleurs restent, après la procédure d'information et de consultation, touchés par un licenciement collectif.



30 jours après l'envoi de la notification du projet de licenciement, l'employeur peut procéder au licenciement effectif des travailleurs concernés. Le délai de 30 jours peut être soit raccourci, soit allongé jusqu'à 60 jours.

En ce qui concerne les entreprises qui ont notifié leur procédure d'information et de consultation entre janvier et décembre 2013, l'on peut, par région, relever ce qui suit. À Bruxelles, les annonces d'intention de procéder à des licenciements collectifs concernaient 1086 travailleurs ; 942 travailleurs restent visés par une notification de projet de licenciement collectif. En Flandre, les annonces d'intention de procéder à des licenciements collectifs concernaient 9565 travailleurs et 9372 travailleurs restent visés par une notification de projet de licenciement collectif. En Wallonie, 5665 travailleurs étaient concernés par une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif; 5397 travailleurs sont ensuite visés par une notification de projet de licenciement collectif.

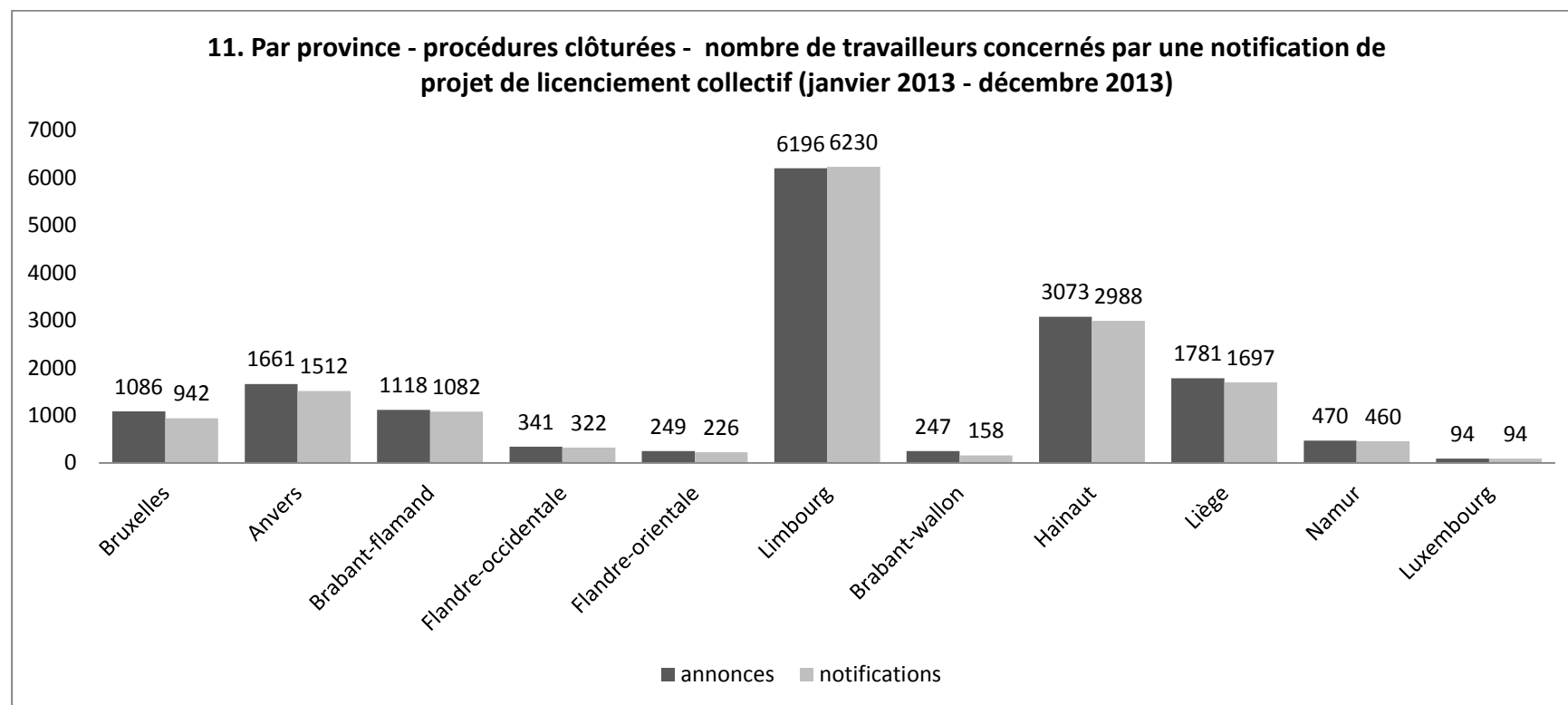
Entre janvier et décembre 2013, il y a eu la notification de cinq importants projets de licenciement collectif. Le premier concernait l'entreprise Duferco Belgium SA, active dans le secteur de l'acier, où en décembre 2012, 459 travailleurs avaient fait l'objet d'une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif; la notification du licenciement collectif en janvier 2013 a finalement visé 459 travailleurs. Le second concernait l'entreprise NLMK La Louvière, également active dans le secteur de l'acier, où en décembre 2012, 886 travailleurs faisaient l'objet d'une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif; la notification finale en janvier 2013 a concerné 886 travailleurs. Début juillet, ont eu lieu les notifications de licenciements collectifs chez Ford Genk et chez ses sous-traitants directs. Les annonces dataient d'octobre pour ce qui concerne Ford et de décembre pour ce qui concerne les sous-traitants. Chez Ford, 4264 licenciements avaient été annoncés. En juillet, 4295 licenciements ont été notifiés. Chez les sous-traitants directs, 1189 licenciements avaient été annoncés. En juillet, 1206 ont été notifiés. En octobre, a eu lieu la notification du licenciement collectif chez Arcelor Belgium (région Liège) qui a concerné 1254 travailleurs alors que l'annonce avait concerné 1300 travailleurs en janvier de cette année. Fin décembre, Caterpillar Belgium (région de Charleroi) a notifié le licenciement de 1400 travailleurs. L'annonce qui avait été faite en mars concernait le même nombre travailleurs.



Le tableau n° 10 indique le pourcentage, par région, du nombre de travailleurs concernés par une notification de projet de licenciement collectif entre janvier et décembre 2013.

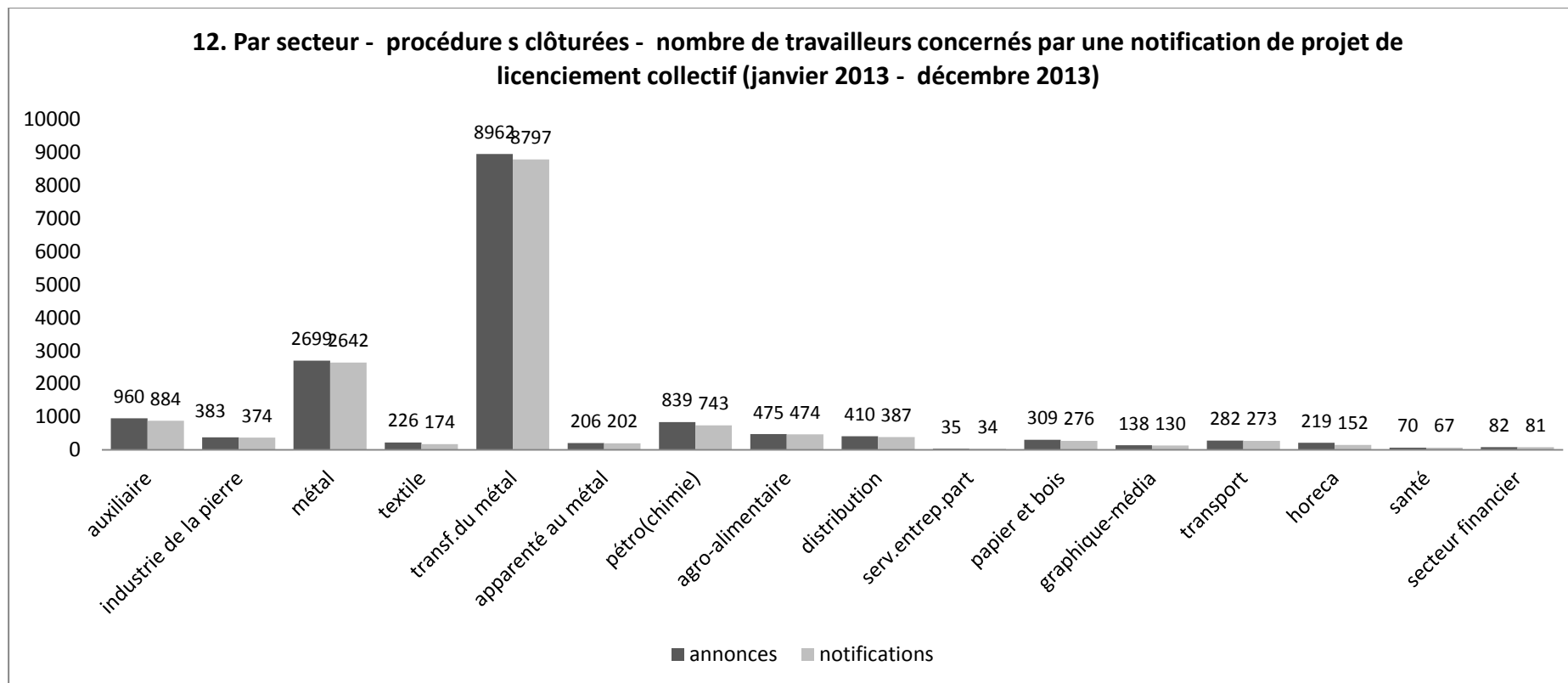
10. Pourcentage par région du nombre de travailleurs concernés par une notification de projet de licenciement collectif	
	janvier 2013 à décembre 2013 (en %)
BRUXELLES	6,00 %
FLANDRE	59,65 %
WALLONIE	34,35 %

Le tableau suivant établit, pour les 140 unités d'exploitation qui ont clôturé leur procédure d'information et de consultation entre janvier et décembre 2013, par province, le rapport entre le nombre de travailleurs concernés par une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif et le nombre de travailleurs concernés par une notification de projet de licenciement collectif. Si l'on compare avec le dernier rapport on aperçoit une multiplication par deux du nombre de licenciements collectifs en Brabant-flamand. De plus, les notifications de Caterpillar (Hainaut) et Arcelor Mittal (Liège) sont ici clairement marquées.



Les tableaux n° 9 à 11 ne tiennent toutefois pas compte du lieu d'occupation effective des travailleurs concernés, mais du lieu où est située l'unité technique d'exploitation dont dépendent ces travailleurs. Ce lieu ne correspond pas nécessairement à celui de l'occupation effective.

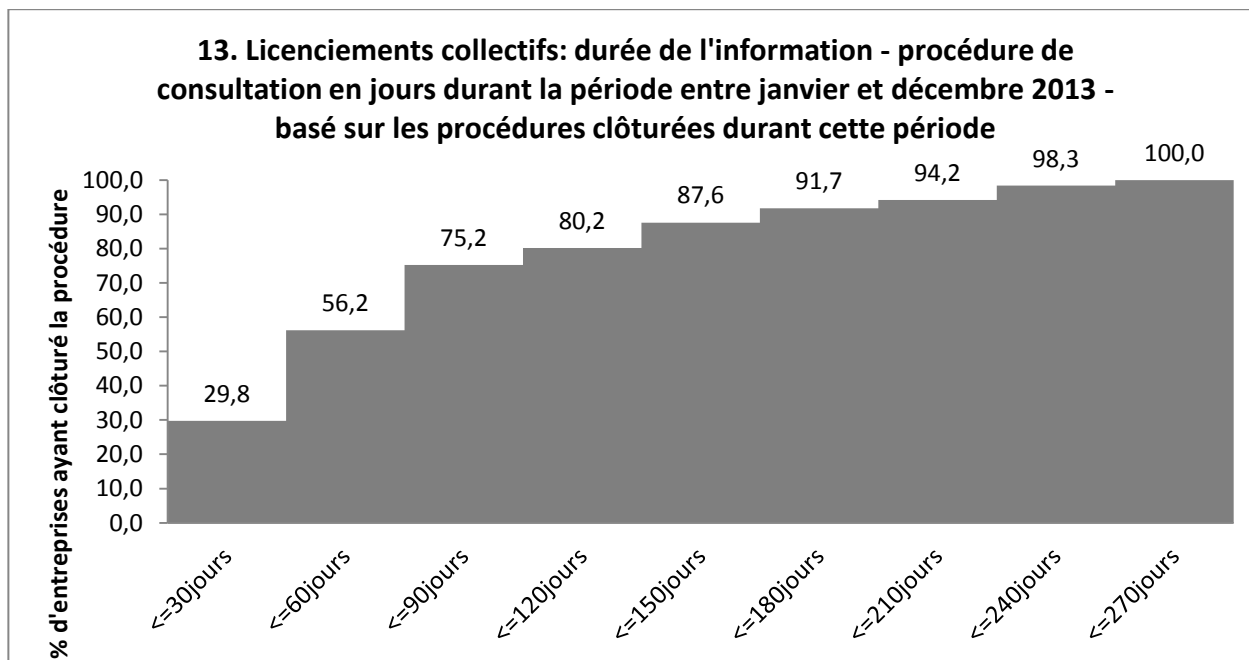
Le tableau suivant établit, pour les 140 unités d'exploitation qui ont clôturé leur procédure d'information et de consultation entre janvier et décembre 2013, par secteur², le rapport entre le nombre de travailleurs concernés par une annonce d'intention de procéder à un licenciement collectif et le nombre de travailleurs concernés par une notification de projet de licenciement collectif.



² La subdivision par secteur utilisée est celle qui a été adoptée par les partenaires sociaux dans le cadre de la publication des résultats des élections sociales 2008. Auxiliaires : 218, 100, 200; Industrie de la pierre: 101, 205, 106, 113, 114, 115, 150, 324, 102, 203, 204, 124; Métal : 104, 210, 105, 224; Textile : 107, 109, 215, 110, 120, 214, 128, 148; Transformation du métal : 111, 209; Apparenté au métal : 112, 147, 149; (Pétro) chimie : 116, 207, 117, 211, 127; Agroalimentaire : 118, 220, 132, 133, 143, 144, 145, 146; Distribution : 119, 202, 201, 311, 312, 313, 314, 321; Services aux entreprises et aux particuliers : 121, 219, 317, 322, 336, 216; Papier et bois : 125, 126, 129, 221, 136, 222, 142; Média (graphique) : 130, 227; Transport : 139, 140, 226, 301, 315, 316; Enseignement : 152, 225, 501; Horeca (et temps libre) : 217, 223, 302, 303, 304, 333; Services de santé : 330, 331, 332; Secteur financier : 306, 307, 308, 309, 310, 325; Médico-pédagogique et maisons de soins : 318, 319, 327; Entreprises d'utilité publique : 326, 328, 334; Organismes sociaux : 329, 337, 335, 339

Durée de la procédure d'information et consultation en jours entre janvier et décembre 2013

Le tableau 13 nous permet de mettre en évidence que de toutes les procédures notifiées entre janvier et décembre 2013, environ 29,8% ont été notifiées dans un délai inférieur à 30 jours. Trois quarts des procédures d'information et de consultation ont été notifiées endéans les 90 jours et 19% des procédures d'information et de consultation ont duré plus de 120 jours.



La durée moyenne de clôture de la procédure d'information et de consultation durant la période de janvier à décembre 2013 est de 86 jours. En tenant compte du fait que le calcul contient quelques valeurs aberrantes avec des durées extrêmement longues ou extrêmement courtes, il est utile de procéder au calcul de la médiane : le résultat est alors de 57 jours. A titre de comparaison, voici les données des années précédentes : (2010 : moyenne de 87 et médiane de 72 – 2011 ; moyenne de 71 et médiane de 57 – 2012 moyenne de 57 et médiane de 42).